

Enabel



MINISTÈRE DU PLAN
ET DU DÉVELOPPEMENT
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

Rapport Annuel des Résultats 2020

Fonds d'Études et de Consultances

BEN1302411 - FEC

Table des matières

Acronymes	3
1 Aperçu de l'intervention.....	4
1.1 Fiche d'intervention.....	4
1.2 Exécution budgétaire.....	4
1.3 Autoévaluation de la performance.....	5
1.3.1 Pertinence.....	5
1.3.2 Efficacité	5
1.3.3 Efficience.....	5
1.3.4 Durabilité Potentielle.....	5
2 Contexte.....	7
2.1 Contexte Général.....	7
2.2 Contexte Institutionnel.....	7
2.3 Contexte de Gestion : Modalités d'Exécution	7
2.4 Contexte HARMO.....	8
3 Analyse de l'état d'avancement.....	9
3.1 Études et Expertises.....	9
3.1.1 Dossiers achevés.....	9
3.1.2 Dossiers en cours d'exécution au 31 12 2020	10
3.2 Exécution de la programmation financière 2020	10
3.3 Critères de qualité	11
3.4 Gestion des risques.....	12
4 Pilotage et apprentissage	13
4.1 Recommandations et Enseignements tirés	13
5 Annexes	14
5.1 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) : 31/12/2020 ».....	14
5.2 Décisions prises par la SMCL et suivi	16
5.3 Ensemble des études financées par le FEC depuis le début de la convention spécifique.....	18

Acronymes

ADEFIH	Projet d'Appui Au Développement des Filières Halieutiques
COMPAR	Comité des Partenaires
CS	Convention Spécifique
DGFD	Direction Générale du Financement du Développement
EL	Echange de Lettres
FAREC	Fonds d'Appui à la Réalisation d'Études et de Consultances
FEC	Fonds d'Études et de Consultances
MAEP	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche
MTFPAS	Ministère du Travail, de la Fonction Publique et des Affaires Sociales
MPD	Ministère du Plan et du Développement
MEF	Ministère de l'Économie et des Finances
MS	Ministère de la Santé
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
ONUSIDA	Programme Commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA
PAEX	Programme d'Appui en Expertise à l'État béninois
PAPDC	Projet d'appui à la mise en œuvre des PDC dans les communes des départements de l'Atacora, de la Donga, du Mono et du Couffo,
PIC	Programme Indicatif de Coopération
PIP	Programme d'Investissement Public
PNLMNT	Programme National de Lutte contre les Maladies Non Transmissibles
PTF	Partenaires Techniques et Financiers

1 Aperçu de l'intervention

1.1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Fonds d'Études et de Consultances (FEC)
Code de l'intervention	BEN1302411
Localisation	Cotonou
Budget total	2.216.543,80€ (suite à l'EL des 20 et 27 juillet 2018)
Institution partenaire	Ministère du Plan et du Développement (MPD)
Date de début de la Convention spécifique	1 ^{er} mars 2013
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	19 juin 2013
Date prévue de fin d'exécution	Indéterminée
Date de fin de la Convention spécifique	Indéterminée
Groupes cibles	Ministère et autres Organismes public béninois concernés par les Programmes de la coopération bénino-belge
Impact ¹	Renforcer les capacités des institutions publiques du Bénin, d'une part en appui au programme de la coopération belge et à la préparation des programmes indicatifs de coopération belgo-béninois et d'autre part dans le cadre de la mise en œuvre des déclarations internationales (DP, AAA, BUSAN) sur l'efficacité de l'aide au développement
Outcome	Chaque opération financée par le FEC a son OS propre
Outputs	Chaque opération financée par le FEC a ses résultats spécifiques
Année couverte par le rapport	01 janvier au 31 décembre 2020

1.2 Exécution budgétaire

Budget total	Dépenses année 2020	Dépenses totales cumulées au 31/12/20	Solde	Taux de décaissement total
Euro				
2 216 544	253 199	947 282	1 269 262	43%
FCFA				
1 453 957 126	166 087 656	621 376 259	832 581 294	43%

¹ L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

Il n'y a pas eu de nouvelles requêtes adressées au FEC en 2020, malgré plusieurs sensibilisations faites aux différents ministères sectoriels potentiellement bénéficiaires. Les dépenses constatées en 2020 sont issues des requêtes faites les années précédentes par le PAC.

1.3 Autoévaluation de la performance

1.3.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	A

La pertinence de l'outil FEC n'est plus à démontrer puisqu'il vient en complémentarité des interventions des programmes sectoriels Enabel, comme l'atteste les requêtes acceptées les années précédentes. Par ailleurs, il permet à Enabel de fournir des appuis à d'autres secteurs d'intérêt mais ne faisant pas partie traditionnellement de ses domaines d'appui. On peut toutefois regretter que les partenaires nationaux n'y aient pas davantage recours. Un rappel de la finalité de cet outil a été fait aux ministères partenaires à l'occasion du CMPC du 26 novembre 2020.

1.3.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	A

La mise en oeuvre des requêtes approuvées les années précédentes s'est poursuivie sans incident ni retard majeur.

1.3.3 Efficience

	Performance
Efficience	A

La majorité des requêtes du FEC se réalisent avec moins de moyens que ceux prévus à l'avance.

1.3.4 Durabilité Potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	B

La durabilité potentielle des résultats des requêtes financées par le FEC dépend fortement de l'utilisation qui est faite par la suite des études réalisées et expertises mises à disposition, ce qui n'est pas toujours garanti.

La durabilité potentielle des résultats des activités financées par le FEC en 2020 dans le cadre du secteur portuaire, qui continue à constituer l'essentiel des requêtes, sera réelle car elles vont

permettre d'améliorer la compétitivité d'un secteur qui procure déjà des recettes significatives au budget de l'Etat.

Fonctionnaire exécution nationale	Fonctionnaire exécution Enabel
EDE YAOVI	 Jean-François MICHEL

2 Contexte

2.1 Contexte Général

La Convention Spécifique du Fonds d'Études et de Consultances (FEC) a été signée dans le cadre du Programme Indicatif de Coopération 2013-2017, le 1^{er} mars 2013. Cette Convention Spécifique annule et remplace les Conventions Spécifiques « Programme d'Appui en Expertise (PAEX) » et « Fonds d'Appui à la Réalisation d'Études et de Consultances (FAREC) ». –

Le budget du FEC, venant initialement des soldes du FAREC et du PAEX, a été augmenté en juin 2014 jusqu'à 1.016.543 €, après l'Échange de lettres (EL) versant les soldes des anciennes interventions PAPDC et ADEFIH. Néanmoins, en février 2016, suite au constat d'une différence de 4.411,52 € entre le montant de l'échange de lettres (14.941,79 €) et le montant de la réception définitive (10.530,27 €) du projet ADEFIH, le budget du FEC a été ajusté à 1.012.132 €.

En 2018, par un avenant N° 2 en date du 11 09 2018, faisant suite à un échange de lettres en date de juillet 2018, un montant supplémentaire de 1 204 411, 35 euros a été rajouté au budget FEC, ce qui portait le budget global de l'intervention à 2 216 543,80 euros.

Cet avenant a été décidé dans le cadre d'un changement d'orientation vers une intervention prévue pour un appui au secteur para portuaire dans le nouveau portefeuille bilatéral 2019-2023.

2.2 Contexte Institutionnel

La Direction Générale du Financement du Développement (DGFD) du Ministère du Plan et du Développement (MPD), assure toujours le rôle de gestionnaire du FEC. Aucun changement notable n'a été observé

2.3 Contexte de Gestion : Modalités d'Exécution

Le Fonds est cogéré par la Direction Générale du Financement du Développement (DGFD) du MPD, Gestionnaire du FEC, et l'Agence belge de développement, Enabel qui en est le Co-gestionnaire. L'engagement et l'exécution des dépenses dans le cadre du FEC se font conformément aux procédures belges.

L'analyse des nouvelles demandes reçues pour financement dans le cadre du FEC se fait selon l'article 5 de la Convention Spécifique. Un Comité d'Étude et d'Analyse composé du Gestionnaire et du Co-gestionnaire du Fonds pouvant être élargi à des personnes ressources selon le type de requête à analyser, statue sur la recevabilité de la demande avant sa soumission au Chef de Poste pour avis de non-objection.

Le manuel de procédures du FEC a été élaboré et soumis au Comité des Partenaires qui l'a approuvé en sa session du 26 septembre 2013. Ce manuel a fait objet de relectures avec l'Ambassade de Belgique et la DGFD pour tenir compte des enseignements tirés et recommandations émises, renforcer son efficacité (ciblage prioritaire sur les études et expertises stratégiques) et assurer une optimisation et bonne gestion des ressources y affectées tenant compte des réalités rencontrées (difficultés d'encadrement des missions à l'étranger, cas de justifications frauduleuses). Dans ce cadre, le Comité des Partenaires (COMPAR) de novembre 2016 a recommandé l'actualisation du Manuel FEC sur la base des principes suivants :

- Recentrage de l'utilisation et réserve du budget restant pour des études et consultance à caractère stratégique ;
- Renforcement de la cohérence et de l'articulation avec les programmes sectoriels de la coopération bénino-belge en les associant à l'analyse et au suivi des requêtes ;
- Mise en place de mécanismes de valorisation des résultats/produits issus des études et consultances dès l'introduction de la requête ;
- Responsabilisation de l'organisme porteur de la requête en cas de problèmes administratifs.

Par ailleurs, le Comité des partenaires a validé le principe de l'adoption en SMCL pour toute modification ultérieure à apporter au manuel de procédures du FEC. Le Manuel de procédures a été validé lors de la SMCL du 14 février 2017 (moyennant modification de la page 11. (Suppression dernier paragraphe 3.6)). Ledit Manuel révisé a été présenté en mars 2017 aux points focaux FEC conformément aux recommandations de la SMCL.

2.4 Contexte HARMO

Le Fonds d'Études et de Consultances (FEC) est placé dans une position de complémentarité aux autres interventions, dans le respect du principe de concentration sectorielle et dans la perspective d'améliorer la performance de l'ensemble du programme de coopération bénino-belge.

L'utilisation du Fonds d'Études et de Consultances (FEC) en complémentarité avec les interventions sectorielles de la coopération bénino-belge a été clairement intégrée dans les formulations des nouveaux Programmes. En effet, les DTF des deux programmes ont identifié le FEC comme étant une source d'accompagnement technique. Par ailleurs à partir de 2018 et suite à la décision d'orienter une partie de l'appui Belge vers le secteur portuaire, les demandes en provenance notamment du Port Autonome de Cotonou dans le cadre de la mise en œuvre de son plan d'investissement ont été autorisées.

La procédure d'agrément des demandes soumises au financement du Fonds permet au Gestionnaire et au Co-gestionnaire du fonds d'assurer la cohérence avec les interventions en cours. Les volets institutionnels des deux programmes sectoriels au Ministère de la Santé et au Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP) sont mis à contribution auprès des structures requérantes de ces ministères sectoriels en termes d'appui à la rédaction des termes de référence (TdR) et au suivi de la mise en œuvre des demandes agréées par le Fonds. Il en sera de même désormais et pour les 5 années à venir pour le secteur portuaire faisant suite à la signature du document de portefeuille 2019 -2023 entre les deux parties ainsi que pour le secteur Sécurité, suite à la signature de l'avenant à ce portefeuille.

3 Analyse de l'état d'avancement

Depuis 2018, le Port Autonome de Cotonou est le seul bénéficiaire des nouvelles requêtes du FEC. Plusieurs sensibilisations des autres ministères sectoriels potentiellement éligibles au financement du FEC ont été réalisées tout au long de l'année 2020, mais aucune nouvelle requête n'a été adressée au FEC.

L'état d'avancement des requêtes encore en cours en 2020, se présente comme suit :

BEN 13 024 11 - Suivi des dossiers FEC							
Intitulé Etude	Date de passation	Budget prévu (€)	Montant final de la facture FCFA	Montant final de la facture EUR	Attributaire	Avenant	Statut
Conception préliminaire et d'ingénierie pour l'aménagement du Port et la remise en état des digues, des revêtements et des murs de quai du Port Autonome de Cotonou (PAC) BEN 569	16/10/2019	517 500	138 242 938	210 750,00	Sellhorn Ingenieurgesellschaft mbh		Etude achevée Expertise en cours
Etude d'impact socio-économique de la relocalisation et réorganisation de la zone géographique autour du port de pêche BEN 580	02/10/2019	100 000	58 708 152	89 500,00	ANTEA Group-INROS LACKNER		Achevée
Etude sur la cartographie et l'inventaire de l'espace portuaire (ASC PAI)	ASC PAI	58 060	En cours	9 115, 49	PAI (ASC)	NA	Achevé

3.1 Études et Expertises

3.1.1 Dossiers achevés

Etude sur expertise PAI – Cartographie et inventaire de l'espace portuaire

Une requête pour une étude sur la réalisation d'une cartographie du patrimoine du Port a été transmise au Ministère des Infrastructures et Transports en date du 28 05 2019. Elle a été examinée lors de la réunion du comité FEC du 07 juin 2019. L'avis de non objection de l'Ambassade de Belgique n'a été obtenu qu'en date du 12 09 2019 pour des raisons purement administratives et non de fond. Le montant total de cette expertise qui devait être mobilisée par Port of Antwerp international (PAI) était de 58 060 euros. Il ne s'agissait donc pas d'un marché public.

Etat d'avancement : initialement, il était prévu deux missions de deux experts en juin et septembre 2019, étant donné que la première mission avait été réalisée en juin en urgence, et ce avant l'ANO de l'Ambassade de Belgique, il n'a pas été possible de prendre en charge les frais

de cette première mission. Par la suite, la mission de septembre ne s'est réalisée qu'avec un seul expert. Au 31/12/2020, cette activité était achevée.

Etude de faisabilité pour le déplacement du Port de Pêche (BEN 580)

Une requête pour la réalisation d'une étude de faisabilité pour un éventuel déplacement du Port de pêche artisanale a été transmise au Ministère des Infrastructures et Transports en date du 22 07 2019. Le comité FEC a donné son accord en date du 26 07 2019 pour un total de 55 000 euros. S'agissant d'une étude urgente, le marché public lui-même avait été initié en parallèle, sa notification attendant par contre l'ANO de l'Ambassade. Le marché a été notifié au groupement INROS LACKNER ANTEA GROUP pour un montant total de 89 500 euros. Le montant du marché dépassant l'enveloppe initialement validée par le Comité FEC, un ANO a été demandé à l'Ambassade de Belgique pour rehausser le budget à 100.000€.

Avis de non objection de l'Ambassade de Belgique	24 09 2019
Date de notification du marché	26 09 2019
Date de début de l'étude	24 10 2019
Période envisagée de fin d'expertise	03 04 2020

Etat d'avancement : au 31 12 2020, l'étude est achevée, sans problème particulier, et à la satisfaction du client, le Port Autonome de Cotonou. Des propositions de relocalisation ont été faite en étudiant les avantages comparatifs de 10 sites potentiels. Une étude plus approfondie sur les deux sites retenus pourrait avoir lieu.

3.1.2 Dossiers en cours d'exécution au 31 12 2020

Conception préliminaire et d'ingénierie pour les Travaux Portuaires (BEN 569)

Une demande a été introduite par le PAC en date du 28 02 2019 en direction du Ministère de l'infrastructure et des Transports, concernant la réalisation des cahiers des charges pour l'ensemble des travaux d'aménagement et d'agrandissement du Port Autonome de Cotonou. Le montant initial était estimé à plus de 300 000 euros mais a été finalement notifié pour un montant de 210 750 euros pour les 6 phases correspondant à la tranche ferme au soumissionnaire « Sellhorn ingenieurgesellschaft ».

Avis de non objection de l'Ambassade de Belgique	21 03 2019
Date de notification du marché	14 10 2019
Date de début de l'étude	28 10 2019
Période envisagée de fin d'expertise	Février 2021

Etat d'avancement : L'étude prévoyait 6 phases qui devaient se dérouler sur un total de 13 semaines de travail, ainsi qu'une 7 ème phase à prix unitaire afin de contribuer à l'évaluation des offres des entreprises qui devaient ensuite soumissionner pour la réalisation des travaux. Au 31 12 2020, l'étude était achevée sans problème particulier pour les 6 phases, et à la satisfaction du client, le Port Autonome de Cotonou. Mais l'expertise était encore en cours sur la 7 ème phase prévue.

3.2 Exécution de la programmation financière 2020

	Montant disponible au 31/12/2019	Planification 2020	Dépenses Réelles 2020	Taux d'exéc. 2020	Dépenses Cumulées au 31/12/2020	Taux d'Exec. Global
FEC (Euros)	1 522 461	630 250	253 199	40%	947 282	43%
FEC (FCFA)	998 212 212	413 416 899	166 087 656	40%	621 376 259	43%

Pour 2020, le taux d'exécution est de 40% de la planification effectuée en début d'année. Ce taux s'explique notamment par le fait qu'aucune nouvelle requête n'a été transmise au FEC en 2020. En début d'année, il avait été envisagé qu'un certain nombre d'études et expertises prévues pour le PAC soient financées sur le FEC, mais elles ont finalement été financées par le PASPort, sur le résultat dédié au PAC.

Le montant cumulé des dépenses FEC au 31/12/2020 atteignait 947.282 euros et le montant restant disponible était donc de 1.269.262 euros.

A noter que la SMCL du FEC qui s'est tenue en novembre 2020 a donné son accord de principe pour le financement de nouvelles requêtes :

Activités	Budget
ETUDE POUR ENSABLEMENT CHENAL D'ACCES DU PORT	120 000 €
ETUDE POUR CONSTRUCTION NOUVELLE VIGIE PORT	150 000 €
ETUDE SYSTÈME SCADA - système de contrôle et d'acquisition de données en temps réel	50 000 €
TOTAL	320 000 €

Mais au 31 mars 2021, le Comité de Validation du FEC n'a pas reçu les requêtes y relatives, elles n'ont donc pas encore été intégrées.

3.3 Critères de qualité

Critères	Note ²
Pertinence	A
Efficienne	A
Efficacité	A
Durabilité	B

² A = Très bonnes performances, B = Bonnes performances, C = Faibles performances, D = Problématique

3.4 Gestion des risques

Identification du risque ou problème		Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème				Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Statut
Risque fiduciaire pour le STEPS (acteur externe vs bonne gouvernance et le suivi)	2015-Q4	OPS	High	Low	Medium Risk	Bon suivi et régulier	FFA	(dec-17)		
Non récupération des avances frais de mission pour la participation du Bénin à l'OMC	2015-Q4	FIN	High	Low	Medium Risk	Lettre au SGM Commerce et Primature	FFA	(dec-17)	Comptablement, les écritures correspondantes ont été clôturées. Toutefois, le Bénin reste redevable des sommes perçues, non remboursées.	Ce ne sont plus des risques de non remboursement mais des problèmes.
Non récupération des avances frais de mission pour la participation du Bénin à la COP 21	2015-Q4	FIN	High	Low	Medium Risk	Suivi régulier fait. Les 4 qui ont introduit de fausses factures ont été convoqué au tribunal et ont tous payé.	FFA	(dec-19)		
Sous-utilisation du FEC par les potentiels bénéficiaires autres que le PAC	2020-Q1	OPS	High	Low	Medium Risk	Des sensibilisations sont faites au niveau des bénéficiaires potentiels	Gest. FEC	2021-Q4	Des sensibilisations ont été faites lors des CoPil de toutes les interventions du portefeuille ainsi qu'auprès du Ministère des Affaires Sociales. A ce jour, aucune nouvelle requête n'est parvenue à Enabel.	En cours

4 Pilotage et apprentissage

4.1 Recommandations et Enseignements tirés

- Le FEC est avant tout un outil d'étude et de consultance. Il devra être utilisé prioritairement pour la réalisation d'études stratégiques et la mobilisation d'expertise spécifique ;
- Les programmes sectoriels devront continuer à être utilisés comme support tant dans la rédaction des requêtes que dans le suivi, la mise en œuvre et l'application des requêtes ;
- Continuer à sensibiliser les potentiels bénéficiaires (ministères sectoriels) sur la disponibilité de financement d'études et d'expertise constituée par le FEC ;
- Organiser une nouvelle SMCL en 2021.

5 Annexes

5.1 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) : 31/12/2020 »

SUIVI BUDGETAIRE FEC AU 31/12/2020

Étiquettes de lignes	Budget A	Budget B	Total Budget	Requisitions	Purchase orders	GRN + Reg. Invoices	Total commitments	Actuals	Available
BEN1302411	2 216 544,00	0,00	2 216 544,00	0,00	0,00	0,00	0,00	947 281,55	1 269 262,45
BEN1302411_A	2 216 544,00	0,00	2 216 544,00	0,00	0,00	0,00	0,00	947 281,60	1 269 262,40
BEN1302411_A01	1 197 742,00	-416 653,00	781 089,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-58 072,93	839 161,93
BEN1302411_A0101	1 197 742,00	-416 653,00	781 089,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-58 072,93	839 161,93
BEN1302411_A02	1 018 802,00	416 653,00	1 435 455,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 005 354,53	430 100,47
BEN1302411_A0201	33 440,00	0,00	33 440,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 444,67	-4,67
BEN1302411_A0202	6 050,00	0,00	6 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 049,24	0,76
BEN1302411_A0203	17 989,00	0,00	17 989,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 988,00	1,00
BEN1302411_A0204	7 690,00	0,00	7 690,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 688,81	1,19
BEN1302411_A0205	13 900,00	0,00	13 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 895,84	4,16
BEN1302411_A0206	4 040,00	0,00	4 040,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 039,90	0,10
BEN1302411_A0207	7 390,00	0,00	7 390,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 393,77	-3,77
BEN1302411_A0208	17 480,00	0,00	17 480,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 483,86	-3,86
BEN1302411_A0209	28 590,00	0,00	28 590,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 593,23	-3,23
BEN1302411_A0210	49 540,00	0,00	49 540,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 668,66	-128,66
BEN1302411_A0211	9 000,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 001,62	-1,62

Étiquettes de lignes	Budget A	Budget B	Total Budget	Requisitions	Purchase orders	GRN + Reg. Invoices	Total commitments	Actuals	Available
BEN1302411_A0212	12 030,00	0,00	12 030,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 025,55	4,45
BEN1302411_A0213	16 380,00	0,00	16 380,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 384,95	-4,95
BEN1302411_A0214	18 080,00	0,00	18 080,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 084,95	-4,95
BEN1302411_A0215	112 315,00	-12 934,00	99 381,00	0,00	0,00	0,00	0,00	99 380,74	0,26
BEN1302411_A0216	60 983,00	0,00	60 983,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 984,22	-1,22
BEN1302411_A0217	20 517,00	-10 617,00	9 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 426,95	-526,95
BEN1302411_A0218	10 434,00	0,00	10 434,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 430,22	3,78
BEN1302411_A0219	30 954,00	-7 677,00	23 277,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 747,34	-1 470,34
BEN1302411_A0220	147 000,00	-147 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
BEN1302411_A0221	65 000,00	0,00	65 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 124,90	875,10
BEN1302411_A0222	10 000,00	-2 133,00	7 867,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 867,20	-0,20
BEN1302411_A0223	320 000,00	0,00	320 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	190 026,56	129 973,44
BEN1302411_A0225	0,00	300 000,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	197 006,86	102 993,14
BEN1302411_A0226	0,00	58 060,00	58 060,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 115,49	48 944,51
BEN1302411_A0227	0,00	138 954,00	138 954,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	138 954,00
BEN1302411_A0228	0,00	100 000,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	89 501,00	10 499,00
BEN1302411_Z	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,05	0,05
Total général	2 216 544,00	0,00	2 216 544,00	0,00	0,00	0,00	0,00	947 281,55	1 269 262,45

5.2 Décisions prises par la SMCL et suivi

N°	Décision	Période d'identification	Source	Acteur	Délai	Progrès	Statuts
1	Désignation officielle de nouveaux points focaux par les Ministères sectoriels concernés au plus tard fin mars 2017	fév-17	SMCL	Ministère du Plan (MDP) et ministères visés	31/03/2017	Lettre de désignation envoyée. Tous les points focaux sont officiellement désignés	CLOSED
2	Organisation d'une mini formation au plus tard en mai 2017 à l'intention des nouveaux points focaux afin de les briefer sur le FEC	fév-17	SMCL	Enabel / MDP	mai-17	Les points focaux ont été briefés aux procédures du FEC.	CLOSED
3	Le MPD entre en contact avec le Ministère du Cadre de vie pour envisager comment clore rapidement et efficacement le dossier des remboursements, dans le cadre de la participation du Bénin à la COP 21 au plus tard d'ici juin 2017	fév-17	SMCL	Ministère du cadre de vie	Juin-17	Bien que les remboursements n'aient pas été effectués, la Belgique a clos ce dossier lors des négociations du portefeuille 2019-2023. Mais les règles du FEC ont été revues et ce type de financement n'est plus possible désormais.	CLOSED
4	Le MPD insiste auprès du Ministère chargé du Commerce afin qu'une réponse satisfaisante fasse suite au courrier adressé dans le cadre de la participation du Bénin à la réunion sur l'APC en 2015 afin de pouvoir clore définitivement le dossier au plus tard d'ici juin 2017	fév-17	SCML	MDP	Juin-17	Seules les études et expertises en rapport avec le portefeuille sont éligibles au financement du FEC.	CLOSED
5	Accord de principe pour la présentation des 3 études ciblées par le Port Autonome de	Nov-20	SMCL	Enabel	Juin-21		OPEN

	Cotonou. Une analyse devra être faite comparant les budgets prévus et les coûts réels.									
--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

5.3 Ensemble des études financées par le FEC depuis le début de la convention spécifique

N°	Intitulé de la demande	Montant de la requête
Ministère du Développement, de l'Analyse Economique et de la Prospective / Primature		
A.02.02	Requête relative à l'organisation d'une formation sur l'efficacité de l'aide dans le secteur de la Santé.	Montant 11.063 € requête :
A.02.04	Requête pour la prise en charge de la participation du Bénin à la 9e Conférence Ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) relative à l'aide pour le commerce qui s'est déroulé du 03 au 6 décembre à Bali (Indonésie).	Montant 13.869 € requête :
A.02.05	Requête pour la prise en charge de la participation du Bénin à un atelier régional de formation sur la plateforme de gestion de l'aide à Addis-Abeba en Ethiopie du 11 au 13 décembre 2013	Montant 9.673 € requête :
A.02.09	Requête portant sur l'étude diagnostique relative à la mise en place d'un système de gestion de l'information sur l'aide au développement du Bénin.	Montant 33.537 € requête :
A.02.16	Requête pour la prise en charge de la formation pour le renforcement des capacités de 5 Points Focaux Genre de 3 ministères sectoriels sur le thème : le genre comme condition de développement durable.	Montant 65.000 € requête :
A.02.17	Requête pour la prise en charge de la participation du Bénin à la 5e revue globale de l'Aide pour le Commerce (APC) à Genève du 30 juin au 02 juillet 2015	Montant 20.517 € requête :
A.02.18	Requête de cofinancement du colloque scientifique sur la bonne gouvernance et le développement sur le thème : « la fabrique de l'action publique dans les pays « sous régime d'aide » : acteurs, processus, négociations »	Montant 9.950 € requête :
Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche		
A.02.01	Requête portant sur l'étude préliminaire sur l'état des lieux des interventions en matière de sécurité alimentaire.	Montant 40.094 € requête :
A.02.03	Requête portant sur l'élaboration d'un document référentiel sur la filière riz au Bénin.	Montant 17.988 € requête :
A.02.21	Requête relative au recrutement d'une expertise perleée sur les aménagements hydro-agricoles	Montant 65.000 € requête :
Ministère de la Famille, des Affaires Sociales, de la Solidarité Nationale, des Handicapés et des Personnes de Troisième Âge		
A.02.06	Requête pour la multiplication du document de Politique Nationale de la Promotion du Genre et de son Plan d'Actions.	Montant 11.433 € requête :

Enabel, Agence belge de développement
Rapport annuel 2020
BEN1302411 FEC

A.02.10	Requête de cofinancement pour la production de l'édition 2013 de l'Indice de Développement et des Inégalités entre les Sexes au Bénin (ISBD).	Montant 24.392 €	requête :
A.02.11	Requête pour la prise en charge de la formation pour le renforcement des capacités des 5 Points Focaux Genre des ministères sectoriels sur le thème : le genre comme condition de développement durable.	Montant 65.000 €	requête :
A.02.13	Requête pour la prise en charge de la formation des cadres du ministère sur la budgétisation sensible au genre (BSG)	Montant 16.929,46 €	requête :
A.02.14	Requête pour la prise en charge de la participation du Bénin à la conférence Beijing +20 sur le genre à New York du 09 au 20 mars 2015	Montant 23.580 €	requête :
Ministère de la Décentralisation, de la Gouvernance Locale, de l'Administration et de l'Aménagement du Territoire			
A.02.07	Requête pour la prise en charge de l'atelier U4 au Bénin - Renforcement de la bonne gouvernance à l'échelle communale à travers la promotion de l'intégrité, la reddition de comptes et la participation citoyenne.	Montant 7.927 €	requête :
Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Technique et Professionnelle, de la Reconversion et de l'Insertion des Jeunes			
A.02.08	Requête de cofinancement portant sur la réalisation de l'étude sur les grossesses précoces et/ou non désirées (GND) et comportement à risques chez les adolescents et jeunes en milieu scolaire, d'éducation professionnelle et Universitaire au Bénin.	Montant 17.163 €	requête :
Ministère de l'Économie, des Finances et des Programmes de Dénationalisation			
A.02.12	Requête pour la prise en charge de la participation du Bénin à la conférence de la banque mondiale à Washington du 23 au 27 mars 2015	Montant 11.063 €	requête :
Ministère de la Santé			
A.02.15	Requête de financement de l'enquête Nationale sur les facteurs de risque des maladies non transmissibles : Enquête « STEPS » 2014 au Bénin	Montant 112.315 €	requête :
A.02.20	Requête pour le recrutement d'une expertise technique pour le suivi de l'assurance qualité	Montant 147.000 €	requête :
Ministère de l'Environnement chargé de la Gestion des Changements Climatiques, du Reboisement et de la Protection des ressources Naturelles et Forestières			
A.02.19	Requête pour la prise en charge de la participation du Bénin à la COP 21 à Paris du 30 novembre au 11 décembre 2015	Montant 35.680€	requête :
Ministère du Plan et du Développement			

A.02.22	Requête pour la prise en charge de deux représentants au Forum Politique de Haut niveau sur les Objectifs de Développement Durable	Mdntant requête : 6 500 €
Ministère des Infrastructures et des Transports		
A.02.23	Requête pour une étude sur le déplacement de la Traverse Est dans le bassin portuaire de Cotonou	Montant requête : 320 000 €
A.02.25	Requête pour l'étude de Conception préliminaire et d'ingénierie pour l'aménagement du port et la remise en état des digues, des revêtements et des murs de quai	Montant requête : 210.800€
A.02.26	Requête pour l'étude sur la cartographie et l'inventaire de l'espace portuaire	Montant requête : 58.060€
A.02.27	Requête pour un appui technique à l'obtention d'un accord de financement pour le plan d'investissement du Port Autonome de Cotonou	Requête annulée
A.02.28	Requête pour l'étude d'impact socio-économique de la relocalisation et réorganisation de la zone géographique du port de Pêche	Montant requête : 100.000€